

LES MINERAUX ET LE DEVELOPPEMENT

Au cours des trois dernières décennies, la politique minière était fondée sur l'attrait des investissements étrangers dans le secteur des industries extractives comme un moyen de stimuler la production et d'augmenter les recettes. Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS) les Gouvernements africains ont délaissé les objectifs de développement économique et social de l'exploitation minière et se sont focalisés sur leur part de recettes générées par les sociétés minières étrangères. Ils ont mis en place des politiques fiscales généreuses et une réglementation laxiste pour faciliter leurs opérations.

Cette politique a permis de stimuler la production minière mais les bénéfices générés n'ont pas été équitablement partagés. En effet, les sociétés minières se sont réservé la part de lion des bénéfices et les élites nationales se sont emparées de la grande partie des restes, laissant les communautés dans l'incapacité de compenser la perte de leurs sources de revenus. De même, l'exploitation minière a très faiblement contribué à l'économie en générale car, elle est demeurée une enclave avec peu sinon aucun lien avec les autres secteurs de l'économie pour faire profiter de ses bénéfices.

Au milieu des années 2000, les plaidoyers de la société civile visant à redresser les multiples effets de cette situation ont reçu un coup de pouce. Grâce à la hausse phénoménale des prix des minerais sur le marché mondial, les Gouvernements africains se sont rendu compte qu'avec leurs politiques fiscales extrêmement généreuses et autres, seule une infime partie de la manne venait dans leurs caisses. De plus, les crises financières et économiques mondiales ont clairement montré que l'exploitation minière n'a pas permis de manière significative d'aborder les points de vulnérabilité structurelle de leurs économies.

Cette situation a été l'un des facteurs qui ont conduit à la formulation de la Vision Minière Africaine (VMA) adoptée en 2009 par les Chefs d'état africains. Par suite, la VMA a été traduite en un ensemble de mesures politiques et en un plan d'action en vue de créer des économies plus résilientes et prospères fondées sur trois piliers qui sont:

- a) Une meilleur répartition des recettes minières en faveur de l'Afrique et une meilleure gestion de ces recettes en vue de soutenir un développement économique général;
- b) Le renforcement des droits en faveur des groupes socio-économiques impliqués dans l'exploitation minière et affectés par celle-ci; et
- c) Le développement et l'amélioration des liens entre l'exploitation minière et les secteurs de l'économie en vue d'un développement économique diversifié.

Bien que largement soutenu par une grande partie de la société africaine, le progrès vers la réalisation des objectifs de la VMA fait face à des obstacles. Les sociétés minières à qui profite la situation actuelle et les institutions de premier rang qui ont promu les politiques existantes luttent pour limiter le champ d'action et la réalisation de la Vision. Sous la pression des sociétés minières, nombre de gouvernements

sont déjà revenus sur leurs positions et ont même retiré les politiques visant à leur garantir une part plus importante des bénéfices exceptionnels. Les éléments de la VMA les plus radicaux et novateurs mais aussi complexes, notamment le développement des liens miniers seront encore moins bien pris en compte dans les futurs efforts de politique.

Au même moment, les effets persistants des crises financières et économiques mondiales et le ralentissement que connaissent l'économie chinoise et d'autres puissances manufacturières mondiales ainsi que leurs effets sur la demande en minerais ont permis de relancer les débats sur les produits de base, la chute de leur valeur sur le long terme et leur nature imprévisible en tant que fondements d'un développement économique durable. L'élément manquant alors que ces questions reviennent au cœur des discussions sur les politiques, est la mobilisation des organisations citoyennes afin de soutenir la Vision. Le renforcement de cet engagement et l'établissement des liens avec les forums mondiaux de discussions sur la viabilité des politiques d'exploitation minière enclavée sont nécessaires à l'avancement de la VMA et de ses objectifs de développement.